



HAL
open science

Habiter le littoral. Entre enjeux de société et enjeux de connaissances

Samuel Robert, Hélène Melin

► **To cite this version:**

Samuel Robert, Hélène Melin. Habiter le littoral. Entre enjeux de société et enjeux de connaissances. Robert Samuel; Melin Hélène. Habiter le littoral. Enjeux contemporains, Presses Universitaires de Provence; Presses Universitaires d'Aix-Marseille, pp.7-21, 2016, 979-10-320-0084-7. hal-01407670

HAL Id: hal-01407670

<https://hal.science/hal-01407670>

Submitted on 23 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Espace
&
Développement durable

HABITER le LITTORAL

ENJEUX CONTEMPORAINS

sous la direction de
Samuel Robert & Hélène Melin



Espace & Développement durable

collection dirigée par Yvette Lazzeri

Séverine BLAISE, Carine DAVID et Victor DAVID, *Le développement durable en Océanie. Vers une éthique nouvelle ?*, 2015, 606 p.

Constance DE GOURCY, *Paysage et développement durable. Marseille et sa région*, 2012, 140 p.

Béatrice MÉSINI, dir., *Aménagement durable des territoires méditerranéens*, 2012, 228 p.

Yvette LAZZERI & Emmanuelle MOUSTIER, dir., *Sustainable Development in the Mediterranean Area. A Governance to be Invented. Issues and Proposals*, 2011, 272 p.

Espace
&
Développement durable

Habiter le littoral

Enjeux contemporains

sous la direction de
Samuel Robert et Hélène Melin

2016

PRESSES UNIVERSITAIRES DE PROVENCE & PRESSES UNIVERSITAIRES D'AIX-MARSEILLE

© PRESSES UNIVERSITAIRES DE PROVENCE
© PRESSES UNIVERSITAIRES D'AIX-MARSEILLE
Aix-Marseille Université

29, avenue Robert-Schuman – F – 13621 Aix-en-Provence CEDEX 1
Tél. 33 (0)4 13 55 31 91 – Fax 33 (0)4 13 55 31 80
pup@univ-amu.fr – Catalogue complet sur <http://presses-universitaires.univ-amu.fr/>

DIFFUSION LIBRAIRIES : AFPU DIFFUSION – DISTRIBUTION SODIS

Préliminaire

Cet ouvrage résulte d'une collaboration entre la Société d'écologie humaine (SEH, www.ecologie-humaine.fr) et l'Observatoire Hommes-Milieus *Littoral méditerranéen* (www.ohm-littoral-mediterraneen.fr), du Labex DRIIHM (www.driihm.fr). Il est issu des 26^{es} journées de la SEH intitulées « Habiter le littoral. Enjeux écologiques et humains contemporains », organisées à Marseille du 16 au 18 octobre 2014, et a été coordonné par Samuel Robert et Hélène Melin, avec la participation de Marie-Jo Menozzi et Alain Dervieux.

Les éditeurs scientifiques tiennent à remercier l'ensemble des personnes ayant contribué à l'organisation du colloque et à sa valorisation, en particulier : Daniel Bley, Anne Cadoret, Daniel Faget, Adriana Ghersi, Nicole Mathieu, Brigitte Maurice, Patrick Monfort, Ameer Oueslati, Catherine Sabinot, Ioannis Spilanis, Pascale Steichen, Thierry Taton, Marie-Laure Trémélo, Claude Vella et Nicole Vernazza-Licht.

L'organisation du colloque et la publication ont bénéficié du soutien du Conseil général des Bouches-du-Rhône, de la Direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône, de la Fédération de recherche ECCOREV, du Labex DRIIHM, du Labex OT-Med, de la Ville de Marseille, et d'ESPACE (UMR CNRS 7300), que les éditeurs scientifiques souhaitent également remercier.

Habiter le littoral

Entre enjeux de société et enjeux de connaissances

Samuel Robert et Hélène Melin

À la faveur d'un retournement des valeurs initié à la fin du XVIII^e siècle en Europe occidentale, les milieux côtiers sont devenus des espaces essentiels de l'œkoumène. Sites de concentration du peuplement humain, lieux majeurs des loisirs, interfaces fondamentales de l'économie mondialisée par les échanges internationaux, les littoraux sont des espaces attractifs, désirés voire convoités, soumis à divers conflits d'usages. Avec le changement climatique, dont il est désormais admis qu'il conduira à une élévation du niveau des mers et à la multiplication des événements climatiques extrêmes, les rivages marins figurent par ailleurs aux premiers rangs des espaces vulnérables de la planète, tout en étant des milieux écologiques riches et fragiles. Incontestablement, les littoraux présentent de multiples enjeux d'ordre économique, social, culturel, écologique et politique pour les sociétés contemporaines, ce dont le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro se faisait déjà largement l'écho en 1992¹. Dans ce cadre, interroger les rapports qui lient les humains à ces espaces et ces milieux constitue un exercice nécessaire. Il s'agit en effet d'explorer ce qui fonde ces relations, en vue de comprendre pourquoi et comment les côtes sont habitées, valorisées et convoitées, tout autant que pour envisager des sujets aussi divers que la prévention des risques côtiers, la restauration écologique des fonds marins, ou encore la valorisation des ressources marines, pour ne donner que quelques exemples. Cette approche par les enjeux environnementaux est résolument inscrite du côté de la société et des sciences humaines et sociales. La question des enjeux traduit en effet le marquage culturel de l'écosystème littoral aux différents stades de l'occupation humaine. L'appropriation des littoraux s'est forgée sur le temps long de l'histoire humaine et résulte de motivations multiples et complexes. Aussi, échanger de façon réflexive sur les processus économiques, sociaux et politiques à l'œuvre s'avère aussi incontournable que de procéder à l'analyse des processus d'aménagement et de développement, pour comprendre ce qui fait sens dans les multiples façons d'habiter le littoral.

Questionner le système d'interactions hommes-milieux caractéristique du littoral est une vaste tâche qu'il faut pouvoir reconduire régulièrement, tant les

¹ Voir chapitre 17 de l'agenda 21, issu du Sommet de la Terre de Rio de 1992.

données changent et les sociétés s'adaptent. Telle est l'ambition de ce livre dont l'objectif est de rendre compte de l'habitabilité des espaces côtiers en ce début de XXI^e siècle et, plus précisément, de mettre à jour le rapport instauré entre les populations humaines et le milieu littoral à travers l'acte « d'habiter », envisagé au sens large. Grâce à des approches disciplinaires variées, sur des terrains diversifiés et avec des choix paradigmatiques pluriels, la volonté est ici de créer les bases d'un dialogue entre chercheurs et entre chercheurs et acteurs de la société civile sur un sujet stratégique au vu des enjeux environnementaux actuels et à venir. Elle est également d'initier un débat plus large sur les significations de l'habitabilité dans un contexte où les relations entre humanité et reste du monde vivant n'ont jamais été aussi tendues et où, dans le même temps, leur proximité, par un phénomène d'hybridation continue, marque le devenir de tous.

Habiter : portée heuristique d'un concept récent

Depuis quelques années, le terme « habiter » est l'objet de travaux de nature conceptuelle en vue de décrire, caractériser et permettre la compréhension du rapport des êtres humains à leurs milieux, leurs lieux et leurs espaces de vie (Mathieu, 2012; Morel-Brochet *et al.*, 2012; Morel-Brochet, 2007; Stock, 2006). Qu'il soit considéré seul (« habiter ») ou associé à un autre mot (« modes d'habiter », « régimes d'habiter »), « habiter » fonde un travail exploratoire propre à révéler la diversité et la complexité des interactions hommes-milieux et hommes-lieux dans des contextes relativement distincts. Ce concept s'ancre dans le projet fondateur de la géographie car il s'inscrit dans la filiation de travaux déjà anciens de la discipline (Reclus, 1866; Vidal de la Blache, 1913), dont le projet est d'expliquer le rapport à l'espace et au monde des êtres humains ainsi que la fabrication de l'espace géographique et des paysages (Berque, 1990; Brunet, 2001; Dardel, 1952; Pinchemel *et al.*, 1988; Sorre, 1943-1952). Mais il fait aussi écho à d'autres travaux fondamentaux dans le champ des sciences humaines et sociales comme l'histoire (Massard, 2014), l'anthropologie (Descola, 2005; Lizet 2015; Roué, 2014) ou la sociologie (Kalaora, 1998, 2013; Picon, 1978, 2003). L'anthropologie culturelle américaine au début du vingtième siècle, à travers l'école « culture et personnalité » et ses chercheurs tels Franz Boas ou Edward Sapir, ou en France les travaux de Marcel Mauss (1950), témoignent également d'un intérêt précoce des sciences humaines et sociales pour la compréhension des liens Nature/Culture et des influences réciproques entre l'environnement et les institutions humaines. La notion d'habiter, qui renvoie aussi vers le champ de l'écologie – discipline scientifique dont la finalité est l'étude des interactions entre les êtres vivants et leur environnement – est finalement particulièrement pertinente en ce qu'elle permet d'embrasser de manière intégrée une quantité très diverse et dense de rapports réciproques entre l'être humain et son environnement, même si son objet n'est pas restreint à cette dimension et que cette « sur-représentation » de l'humain pose question (Lévêque, 2004, 2013).

S'il faut le circonscrire, habiter renvoie au fait d'occuper ou investir les lieux (durablement ou temporairement) à différentes échelles (du logement au quartier, jusqu'au pays tout entier voire la terre), tout comme aménager et transformer le milieu, jusqu'à parfois le dégrader. C'est aussi être en relation avec d'autres habitants,

s'implanter, s'adapter et s'attacher aux lieux, y vivre. En habitant un endroit, tout individu y laisse sa trace, une partie de lui et de son histoire, ce qui peut justifier qu'il soit prêt à y défendre un droit d'usage si ce n'est davantage. Habiter conduit à établir un lien, à s'approprier un espace ou se « fondre dans le décor ». C'est faire d'un lieu un signifiant. Habiter, c'est également le fait de travailler, exploiter, gérer, protéger et planifier les ressources d'un site ou d'une région, quelles qu'elles soient. C'est aussi faire face aux risques, obéir à des réglementations et parfois devoir se retirer et abandonner le terrain, selon que des aléas ou des décisions prises localement ou à distance y obligent. À différentes échelles spatiales et temporelles, aux niveaux des individus, des groupes sociaux voire de la société toute entière, habiter est un concept-outil à multiples facettes. Son application et la mise en débat des diverses dimensions qu'il sous-tend sont propices à éclairer certains des fondements des rapports que les êtres humains entretiennent avec leurs milieux et espaces de vie dans les sociétés contemporaines. En contexte littoral, caractérisé par la permanence et la rapidité des évolutions, cette mise en application revêt un caractère inédit, même si des travaux ont déjà pu adopter une approche similaire sur certains milieux côtiers (Barraqué *et al.*, 1998).

Le littoral, entre opportunités et dangers

Aux marges des étendues terrestres et des immensités marines, le littoral est aujourd'hui une interface clé du système monde. S'il n'accueille pas les deux tiers de la population mondiale, comme on le trouve souvent écrit dans divers rapports sur l'environnement de la planète², c'est parce qu'il est un espace beaucoup plus limité que celui sur lequel se basent ces évaluations. Zone d'influence réciproque entre la zone marine et la zone terrestre côtières (réciprocité qui fonde et structure le caractère littoral, sur le plan bio-géo-physique comme sur le plan humain), il correspond à des milieux dont l'extension spatiale est relativement limitée mais où les densités de populations peuvent parfois être très élevées (Bangladesh, Alpes-Maritimes, Japon, Belgique, Pays-Bas). Il s'agit surtout d'un espace qui, dans de nombreux pays du monde, connaît un engouement socio-économique qui se traduit par une dynamique démographique positive, des flux de touristes élevés, des aménagements et une urbanisation croissante (Baron-Yellès, 2006; Duhamel *et al.*, 2009; EEA, 2006; Nakhli, 2010; Perrin, 2013; Südaş *et al.*, 2006). Qu'il s'agisse d'aménagements résidentiels et touristiques, de complexes industrialo-portuaires ou d'extensions urbaines, les marqueurs matériels de l'anthropisation du littoral sont nombreux. S'y ajoute l'empreinte moins visible mais néanmoins bien présente des usages, toujours plus denses et variés, depuis les activités traditionnelles comme la pêche côtière ou la construction navale jusqu'aux pratiques récréatives et de loisir les plus récentes. Cette occupation humaine manifeste un investissement

2 L'extension géographique du littoral fait souvent l'objet de débat. Il n'est pas question d'y contribuer ici mais il importe de souligner que les estimations faisant état que les deux tiers de la population mondiale vivraient sur les littoraux pèchent par exagération de ce qui est alors considéré comme le littoral. On ne peut admettre en effet qu'à 50 ou 100 km de la côte les populations soient proprement côtières... Dans une étude publiée en 1999, Daniel Noin proposait une évaluation plus rigoureuse, établissant à 16 % la part de la population du monde vivant sur les littoraux en 1990 (Noin, 1999).

remarquable des sociétés et révèle le formidable potentiel que les zones côtières représentent pour l'essor économique et social. Depuis longtemps, les littoraux sont des espaces d'opportunités et sont le théâtre d'innovations techniques et d'avancées. Les grands défis sont aujourd'hui du côté de l'exploration sous-marine, des énergies renouvelables (thalassothermie, hydroliennes, etc.), de l'aquaculture mais aussi de la gouvernance partagée, en particulier dans le cadre d'aires marines protégées (AMP). L'économie résidentielle et touristique demeure quant à elle un gisement d'emplois et de ressources pour les territoires, s'appuyant sur la formidable idéalisation de la mer et des côtes.

Dans le même temps, l'augmentation des implantations humaines sur le littoral renforce les risques, en particulier ceux induits par le changement climatique. Érosion côtière, submersion marine, « coups de mer » et tempêtes, conjonction de phénomènes climatiques provoquant des inondations de plaines côtières, etc. figurent parmi les aléas les plus récurrents de ces dernières années (Chauveau *et al.*, 2011; Duvat *et al.*, 2012; Maret *et al.*, 2008; Mercier, 2012; Meur-Férec *et al.*, 2004; Morhange *et al.*, 2007). Plusieurs parmi eux s'avèrent destructeurs et meurtriers. Outre ces risques qui prennent leur origine du côté de processus climatiques, les zones côtières sont soumises à des phénomènes qui peuvent avoir une origine géologique, comme les tsunamis consécutifs à des séismes (Magnan, 2006; Ozer *et al.*, 2005). L'ampleur de l'anthropisation produit enfin d'autres risques liés cette fois aux usages de l'espace côtier : risques technologiques près des sites industrialo-portuaires, risques de pollution/contamination liés aux dégazages et aux marées noires, tout comme aux rejets urbano-industriels.

Le littoral, entre connaissances partagées et pratiques inscrites dans l'espace

Parce qu'il est un milieu original en termes bio-géo-physiques, le littoral est habité de populations qui en ont une connaissance approfondie depuis fort longtemps. La standardisation des modes de vie et la « mondialisation » tendent certes à effacer les identités locales et à propager sur les littoraux des modes d'habiter qui ne leur sont pas spécifiques, mais les zones côtières conservent malgré cela une originalité forte en termes symbolique et culturel, tout comme en termes de savoirs vernaculaires et en termes d'appropriation par le plus grand nombre (Péron *et al.*, 1996). En premier lieu, l'exploitation et la valorisation des ressources « naturelles » propres au littoral ont donné aux populations qui se sont spécialisées dans ces domaines des connaissances et une culture originales. Marins, paludiers, pêcheurs, charpentiers de marine, conchyliculteurs, éleveurs de prés salés, goémoniers, etc. sont autant de métiers dits « traditionnels » qui donnent à ceux qui s'y consacrent une connaissance fine du milieu, à laquelle s'adjoint un univers de représentations, de croyances et de rites qui soudent les communautés concernées (Faget *et al.*, 2015). La spécificité de ce milieu forge une identité particulière et marque les Hommes autant que ceux-ci modèlent les lieux. À ces populations présentes depuis longtemps sont venus s'ajouter d'autres usagers/habitants, plus récents, adeptes d'activités récréatives de plein air qui se déploient sur le littoral et plus particulièrement en mer (Le Corre *et al.*, 2012). La plongée sous-marine, par exemple, figure parmi ces usages qui ont

pu créer des liens d'une autre forme avec le milieu mais tout aussi porteurs de sens et de connaissances. Même s'ils ne sont pas tous motivés par un même désir d'interagir et de comprendre le milieu, en particulier lorsqu'ils mobilisent des engins motorisés, ces nouveaux usages de la mer développent et renouvellent la connaissance du milieu (kayak de mer, surf, planche à voile, kitesurf, plaisance, ski nautique, stand-up paddle, etc.). Ces dernières décennies, les activités récréatives ont fait émerger une culture jusqu'alors inédite du littoral. Ces nouveaux dépositaires de savoir sur les milieux côtiers sont plutôt des « gens de mer modernes », car beaucoup de ces usages concernent le domaine marin. Mais la côte est aussi le support d'une connaissance propre aux zones côtières. Sur le rivage, la randonnée pédestre, l'escalade ou encore le parapente, pour n'en citer que quelques-uns, sont pratiqués avec un engouement particulier et différent des autres lieux où ces activités peuvent avoir cours (Kalaora, 2012). Elles offrent des sensations uniques du fait des vues sur le paysage littoral et des conditions climatiques et aérologiques qui favorisent les pratiques : luminosité, vent, etc. Ainsi, arpenter le littoral à la manière de l'excursionniste, déambuler le long de la côte pour des observations naturalistes ou des promenades familiales, crée une proximité avec le milieu et instaure nécessairement une relation aux espèces et aux paysages. Celle-ci peut être esthétique, technique, être le support de pratiques culinaires, ou encore un moyen de se retrouver soi-même (Melin, 2015).

Ainsi, les différents « habitants » du littoral, qu'ils soient résidents permanents ou non, impliqués dans des métiers traditionnels ou non, usagers anciens ou récents, sont au final des connaisseurs plus ou moins fins des milieux littoraux. Ils en comprennent les rythmes, en perçoivent les évolutions et sont potentiellement porteurs de désirs et de projets pour le futur des territoires concernés. Dans le contexte du changement climatique et plus généralement du changement global, ils sont par ailleurs de possibles experts pour envisager les diverses pistes à privilégier pour le devenir des littoraux. *A minima*, ils en sont des acteurs.

Le littoral, théâtre de conflits d'usages et de projets contradictoires

La multiplicité des usages et l'attrait qu'il exerce sur les populations font du littoral une zone de tensions, qui relèvent de divers registres. Elles s'expriment en des termes qui peuvent être très différents mais toutes sont porteuses d'une conflictualité latente ou ouverte. Lorsqu'existent des populations suffisamment préparées et organisées pour porter ce type de lutte, l'opposition entre les défenseurs de l'environnement et les promoteurs de la valorisation économique des rivages figure parmi les tensions les plus vives. Le plus souvent, l'économie touristique et résidentielle se trouve au cœur de cette opposition (Gómez *et al.*, 2006). Ses adversaires l'accusent de favoriser l'urbanisation et la perturbation des systèmes économiques préexistants, de provoquer une destruction de la biodiversité et une banalisation des paysages, etc., sans pour autant créer de véritables cercles vertueux en matière d'emplois (Lebahy *et al.*, 2005). Corollaire de la spécialisation des littoraux dans l'économie d'accueil, il devient difficile pour les populations locales d'accéder à la ressource foncière et immobilière, que ce soit pour se loger ou pour développer d'autres activités (Buhot *et al.*, 2009). L'espace et la ressource foncière, qui sont

une denrée rare, sont soumis à une compétition qui favorise le plus souvent des acteurs économiques puissants ou aisés, ce qui est clairement identifié comme un problème dans de nombreux pays dont la France (Bouyer, 2004 ; Piquard, 1973). Dans des villes où une part importante du parc immobilier est vacante ou constituée de résidences secondaires, par exemple, cette situation crée frustration et dégradation de la qualité de vie du côté des habitants permanents, notamment les jeunes actifs. En contexte insulaire, la centralité du littoral dans l'organisation du territoire et sa domination par l'économie touristique et résidentielle crée le même genre de difficultés (Furt *et al.*, 2014). L'économie résidentielle mais aussi l'implantation de complexes industrialo-portuaires peuvent également être à l'origine d'autres conflits (Lavaud-Letilleul, 2012), concernant par exemple l'accès au bord de mer, que beaucoup estiment être un droit ouvert à tous – point de vue conforté en France par la dynamique politique à partir des années 1970 autour de l'aménagement, l'ouverture et la protection du littoral (Becet, 1987 ; Clary, 1986 ; Couix, 1987 ; Kalaora, 2010) – alors qu'il est n'est pas garanti partout. Dans la même veine, l'occupation temporaire ou permanente du rivage oppose parfois la puissance publique, qui défend le principe de non occupation du rivage dès lors qu'il appartient au domaine public, à des collectivités locales, des habitants ou des usagers, qui estiment être détenteurs d'un droit d'usage, du fait de pratiques anciennes ou préexistant à la réglementation (Cadoret, 2011 ; Melot *et al.*, 2012 ; Nicolas, 2008 ; Torres Alfosea, 2013). La mise en protection de l'environnement littoral peut aussi alimenter des conflits entre usagers et autorités publiques dès lors qu'elle menace d'entraver l'accès aux espaces naturels (Andreu-Boussut, 2008 ; Claeys, 2014 ; Deldrève *et al.*, 2012 ; Meur-Férec, 2007). Enfin, assez fréquemment, des projets d'aménagement, l'implantation d'infrastructures nouvelles voire le maintien d'activités spécifiques comme l'industrie (Daviet *et al.*, 2012) créent des débats voire des conflits, du fait de leur impact possible sur l'environnement et/ou les paysages, comme cela peut être le cas en Europe à propos d'éoliennes (Grande-Bretagne, Danemark, France). Souvent, ces oppositions sont décrites et explicitées par le concept d'inégalités écologiques ou d'inégalités environnementales (Deldrève *et al.*, 2014), parce qu'elles se situent à l'articulation entre le choix de développer et celui de protéger et qu'elles mettent en question la possibilité pour les populations de disposer et d'accéder aux ressources littorales, envisagées au sens large (Deboudt, 2010). Des tensions similaires peuvent s'exprimer à propos de l'accès aux ressources « naturelles » du littoral, du fait soit d'une compétition entre acteurs locaux, soit entre ces mêmes acteurs et des intervenants étrangers, notamment dans les pays du Sud. Ceci concerne bien souvent la question des ressources halieutiques (Bignoumba, 2010 ; Pavé *et al.*, 1999), mais aussi les questions foncières, en particulier lorsqu'apparaissent des programmes immobiliers ou des infrastructures touristiques dédiées au tourisme international, sans aucune connexion avec la société locale. Si l'essor du tourisme peut apparaître comme positif, des opérations foncières affectant les populations installées sur la côte peuvent être menées de façon brutale et contre ces habitants (Loungou, 2014). Des tensions émergent également à propos de la conservation de l'environnement littoral, lequel est parfois malmené par des pollutions, perpétrées par des acteurs économiques peu scrupuleux et/ou permises par des normes environnementales plus permissives, ou encore par l'exploitation des sédiments des plages, organisée au profit de l'économie de la construction (Cesaraccio *et al.*, 2004 ; Indjieley, 2013).

De la gestion intégrée au dialogue science-société

La diversité et l'acuité des conflits possibles et avérés sur le littoral, avec l'impérieuse nécessité de concilier essor économique et social et conservation de l'environnement côtier, a fait émerger le principe d'une gestion partagée et intégrée des espaces et des milieux littoraux. Sous le vocable Gestion intégrée des zones côtières (GIZC), ce principe né dans les années 1970 a été inscrit à l'agenda politique international à l'issue du sommet de la Terre à Rio de Janeiro et n'a cessé d'inspirer les politiques publiques tant dans les pays du Nord qu'au Sud (Lefebvre, 2011; Vallega, 1999). Dans le cadre de l'Union européenne, un processus a par exemple été engagé en vue de promouvoir ces politiques intégrées au niveau des États de l'Union (Programme pilote en 1996, Recommandation européenne en 2002). Contrairement à ce qu'espéraient certains, il n'a pas abouti à une Directive mais il a permis la conception de politiques incitatives par certains États comme la France (appel à projets de la DATAR en 2005³) et a pu favoriser le travail d'élaboration d'une démarche au niveau méditerranéen dans le cadre de la convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la mer Méditerranée, dite Convention de Barcelone (signée en 1976 et amendée en 1995). En 2008, un nouveau protocole a en effet été ajouté à cette convention concernant la gestion intégrée de la zone côtière (Prieur, 2011). Premier traité international portant sur la GIZC, ce protocole dit « de Madrid » constitue un événement majeur car il engage les parties signataires à tendre vers une gestion durable du littoral méditerranéen, en accord avec les politiques des pays voisins et des partenaires⁴. En 2013, la question est revenue sur le devant de la scène européenne avec une proposition de la Commission européenne d'une Directive cadre pour la planification spatiale maritime et la gestion côtière intégrée. Pour dépasser les tensions et les conflits, construire des projets de territoire côtiers en ligne avec les principes du développement durable, la gestion intégrée est désormais convoquée presque partout. Mais si elle est un cadre normatif pertinent, sa mise en œuvre n'est pas toujours effective ou réussie (Tabar-Nouval, 2010). Les intérêts divergents des acteurs en présence ne sont pas toujours aisés à concilier. Les enjeux sont parfois plus forts que les bons principes, a fortiori lorsque la volonté politique manque de force et que les moyens mobilisés pour conduire les échanges sont réduits. Aussi, la conciliation des impératifs du développement durable reste un défi en zone côtière et « habiter le littoral » demeure une question particulièrement aigüe. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que la GIZC soit un objet de recherche scientifique. Une très abondante littérature témoigne de l'intense activité d'observation, d'analyse et de conceptualisation de cette démarche de la fin des années 1990 jusqu'à la fin des années 2000 (Deboudt *et al.*, 2008; Meur-Férec, 2009; Guineberteau *et al.*, 2006). S'il est moins fécond ces dernières années, ce champ de recherche reste relativement vivant en particulier dans les pays où les cadres réglementaires relatifs à la gestion et à l'aménagement du littoral ne sont pas encore bien établis. Des projets de recherche-action et des conférences continuent donc d'être organisés sur cette

3 Des collectivités locales littorales ont été amenées à déposer des projets de territoire, incluant à la fois la bande terrestre et la bande marine, en concertation avec tous les acteurs impliqués, en vue de tendre vers une gestion et une conservation du littoral selon les principes d'un développement équilibré (Guineberteau *et al.*, 2006).

4 À ce jour, les parties signataires sont au nombre de 15.

question, tout particulièrement à l'interface science-société, tant la liaison entre gestionnaires, acteurs et chercheurs fait sens⁵.

Parallèlement, du côté de la recherche scientifique, les initiatives se sont multipliées pour appréhender la question littorale sous l'angle de l'habitabilité, de la valeur écologique et économique des ressources littorales, de la prise en compte des acteurs et des différentes options possibles en matière de gestion. La seule étude des processus bio-géo-physiques côtiers ne suffit donc plus ; les approches pluridisciplinaires sont devenues indispensables. Différents programmes de financement de la recherche ont favorisé cette évolution. En France, l'appel de 2011 du programme LITEAU du ministère de l'Écologie en donne un exemple, avec son introduction qui précisait :

Le conseil scientifique et le comité d'orientation du programme LITEAU ont donc décidé de centrer l'appel à propositions de recherche 2011 sur la connaissance des enjeux de protection, de restauration, de gestion et de gouvernance des territoires à l'interface terre-mer et en mer, Outre-Mer compris.

Initié en 2011, le programme « Environnement Littoral » de la Fondation de France, intitulé « Quels littoraux pour demain ? Savoirs, pratiques, vision et représentations de l'avenir : projets de recherche », illustre aussi ces attentes en matière de connaissance renouvelées sur les littoraux :

La préservation et la gestion efficace de ces milieux fragiles ne peut être garantie sans une action globale prenant en compte l'ensemble des espaces, des acteurs, des liens qu'ils entretiennent entre eux ainsi que leur spécificité et contraintes propres.

Les problématiques littorales doivent désormais être étudiées en prenant en compte les relations sciences-société, les perceptions et représentations des acteurs, les usages, les modalités de gestion et de gouvernance des milieux et des espaces côtiers. En France, la politique scientifique des établissements de recherche publique y invite très clairement, tout en encourageant les pratiques interdisciplinaires. Dans le cadre du CNRS, par exemple, deux dispositifs d'observation et d'étude des interactions hommes-milieux sur le littoral s'inscrivent pleinement dans cette approche : l'Observatoire Hommes-Milieux « Littoral méditerranéen » (OHM-LM) et la Zone Atelier « Brest Iroise » (ZABrI). Créés tous deux en 2012, ils ambitionnent de décrypter le fonctionnement de socio-écosystèmes littoraux, face aux défis environnementaux actuels. Le premier a pour projet scientifique l'étude de l'urbanisation et de l'anthropisation côtière en Méditerranée, dans un contexte de changement des modes de gestion du littoral. Il s'intéresse à quatre systèmes socio-écologiques soumis à l'artificialisation et aux fréquentations touristiques et récréatives : le littoral marseillais, le Golfe d'Aigues-Mortes et les rivages corses de Balagne et du sud de Bastia. Fondé sur l'intervention de toutes les disciplines scientifiques pertinentes pour l'étude de ces systèmes, depuis les sciences de la nature jusqu'aux sciences

5 À titre d'exemples, peuvent être cités : le cycle de conférence Medcoast, dont la dernière édition a eu lieu en octobre 2015 à Varna (Bulgarie) ; le 3rd *International Symposia on Integrated Coastal Zone Management*, tenu à Antalya (Turquie), en octobre 2014. Du côté des projets de recherche : PEGASO (*Integrated Coastal Zone Management in the Mediterranean and the Black Sea*, financé par le FP7 de l'Union européenne) ; INCAM (*Improving National Assessment and Monitoring Capacities for Integrated Environmental and Coastal ecosystem Management*, financé par le FP7 de l'Union européenne).

de l'homme et de la société, l'OHM-LM réunit des laboratoires de recherche et des partenaires institutionnels locaux, régionaux ou nationaux⁶. La ZABrI, quant à elle, s'intéresse à la mer d'Iroise, à la rade de Brest et à son bassin versant.

Son objectif est d'améliorer la compréhension du fonctionnement et de l'évolution du socio-écosystème côtier, dans un contexte de changement et dans une perspective de gestion intégrée, en privilégiant une approche interdisciplinaire et intersectorielle le long du continuum terre-mer⁷.

À côté de ces initiatives, d'autres réseaux scientifiques promeuvent eux-aussi l'interdisciplinarité et les relations science-société. On peut à ce titre citer la Mission pour l'interdisciplinarité du CNRS et son appel à projets « Défi littoral » en 2015 et 2016, qui fait état de ce que « le littoral constitue un laboratoire d'exception pour l'exploration interdisciplinaire des frontières de la connaissance ». Ou encore la volonté au sein du méta-programme MISTRALS (*Mediterranean Integrated Studies at Regional And Local Scale*)⁸ d'apparition d'une prospective « Littoral et ville », mettant en avant la nécessité d'interroger les évolutions pour le littoral en rapport avec la croissance urbaine :

Comment juridiquement, formellement et informellement existent des modèles de diffusion spatiale de la ville ? Comment la ville est-elle un médiateur de ce qui transite vers le milieu marin ? Quelle est sa relation avec la qualité et les dynamiques des milieux physiques et naturels ?

Interdisciplinarité et relations science-société motivent aussi les démarches menées par des autorités publiques, des organismes gestionnaires (notamment les établissements de gestion et de protection de l'environnement, tels les parcs naturels et les aires marines protégées), ou des structures d'accompagnement de ces organismes (GIP Littoral aquitain⁹, GIS HomMer¹⁰, Pôle relais Lagunes méditerranéennes¹¹, Medpan¹²). Au travers de conseils scientifiques, de comités de pilotage de projets et de journées d'études, scientifiques, gestionnaires et politiques se trouvent désormais régulièrement en situation d'échanger et de co-construire une connaissance du littoral qui dépasse les approches sectorielles. Toutefois, beaucoup reste à faire pour que de ces échanges naissent une connaissance et une culture commune, de nouvelles manières de penser le littoral et ses possibles futurs. De même, les habitants restent encore trop souvent absents de ce rapprochement, limités le plus souvent et parfois au mieux à participer à des processus de concertation qui s'assi-

6 Site internet : <http://www.ohm-littoral-mediterraneeen.fr/>.

7 Site internet : <http://www-iuem.univ-brest.fr/zabri/fr>.

8 MISTRALS est un méta-programme international de recherches et d'observations interdisciplinaires et systématiques dédié à la compréhension du fonctionnement environnemental du bassin méditerranéen sous la pression du changement global pour en prédire l'évolution future. Site internet : <http://www.mistrals-home.org/>.

9 Groupement intérêt public Littoral aquitain. Site internet : <http://www.littoral-aquitain.fr/>.

10 Groupement d'intérêt scientifique GIS HomMer « Fréquentation, usages et gouvernance des aires marines protégées ».

11 Site internet : <http://www.pole-lagunes.org/>.

12 Réseau des gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée. Site internet : <http://www.medpan.org/>.

milent bien souvent à de l'information descendante. Or avancer vers une co-gestion et une co-construction du littoral signifie la prise en compte des savoirs locaux sur le milieu et des pratiques culturelles et sociales, traditionnelles ou récentes. Les démarches en la matière demeurent encore balbutiantes et rares.

Diversité et richesse des regards sur une question

Avec toute l'épaisseur que peut revêtir l'expression, « Habiter le littoral » apparaît véritablement comme une question actuelle, interdisciplinaire et intersectorielle. C'est ce qu'ont confirmé les 26^{es} journées scientifiques de la Société d'écologie humaine (SEH), qui se sont déroulées à Marseille en octobre 2014, sur le thème « Habiter le littoral. Enjeux écologiques et humains contemporains ». Organisées par le laboratoire ESPACE (UMR 7300 du CNRS), l'OHM Littoral méditerranéen et la SEH, ces journées ont accueilli près de 150 participants dont certains issus de la sphère des acteurs gestionnaires et des décideurs de l'environnement et des territoires côtiers¹³. À partir de la centaine de réponses adressées à l'appel à communications, le comité d'organisation a pu composer un programme de 37 communications orales, réparties en six sessions thématiques, et une session posters, permettant la présentation de 30 communications supplémentaires. Ce nombre relativement élevé d'interventions témoigne de la richesse et de la diversité des sujets proposés. Les questions traitées ont touché toutes les façades maritimes de la France métropolitaine, ainsi que plusieurs littoraux plus éloignés (Algérie, Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, Guyane française, Italie, Japon, Maroc, Martinique, Nouvelle-Calédonie, Sénégal, Tunisie). Par leur qualité, les travaux présentés et les échanges qui ont suivi ont démontré l'intérêt d'une manifestation de ce type sur un tel sujet. Il est apparu en effet que la variété des approches et la confrontation disciplinaire apportaient beaucoup à la compréhension d'une question aussi complexe. De même, la présence et l'intervention à la tribune de professionnels du littoral ont permis d'enrichir le traitement de la question à partir d'un regard d'experts et d'un relatif pragmatisme. Pour bien des raisons, les journées ont donc été un succès, même si l'objectivité impose de reconnaître certaines faiblesses. Ainsi, il faut noter que certaines questions très actuelles et sous-tendues par le sujet du colloque sont restées orphelines : les littoraux comme frontières politiques accueillant des migrants ; les innovations technologiques marines en zone côtière (boucle d'eau de mer, hydroliennes, etc.) ; l'expansion urbaine en mer ou le touriste comme habitant, par exemple, n'ont pas fait l'objet de propositions. Mais le domaine offert au débat était particulièrement vaste et il n'est pas certain qu'il eut été possible de permettre à tous les sujets potentiels d'être présentés au cours des journées. Autre bémol, l'engagement des sciences humaines et sociales (géographie, sociologie, anthropologie en tête) s'est révélé beaucoup plus fort que celui des sciences des milieux (écologie, géosciences, notamment). L'ouverture disciplinaire était bien de mise, mais toutes les disciplines ne se sont pas investies à la même hauteur. Il convient peut-être d'y voir la permanence de la difficulté de réunir tout l'éventail des sciences de l'environnement autour d'un sujet commun dans le cadre d'une même manifestation, même lorsque

13 Les journées ont d'ailleurs été accueillies au siège de la Direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône.

l'on croît s'en être donné les moyens. Les pratiques interdisciplinaires ne sont certes pas une nouveauté mais elles sont encore à encourager.

Au final, la richesse et la qualité des journées ont permis de rassembler un corpus pertinent pour illustrer la question de l'habitabilité et des modes d'habiter le littoral en ce début de XXI^e siècle. Ce livre rassemble 26 textes émanant d'une variété estimable de disciplines (anthropologie, droit, économie, géographie, géomorphologie, histoire, psychologie, sociologie), répartis en cinq chapitres. Le premier porte sur la singularité du littoral comme lieu et milieu que l'on habite (chapitre 1), particulièrement adapté à une réflexion sur l'interrelation nature/culture. Lieu où peut s'exprimer une nature originale et marquante, le littoral est aussi un lieu surinvesti, tant physiquement que symboliquement. Que ce soit à travers des activités vivrières comme la pêche, ou des pratiques de loisir, les usages de la nature littorale traduisent toujours une balance entre « culturalisation » du milieu et « naturalisation » des modes de vie. On y développe des usages différenciés, qu'ils soient professionnels ou récréatifs. On y projette autant ses aspirations et ses fantasmes qu'on y inscrit des pratiques qui intègrent concrètement l'Homme dans le milieu, *a fortiori* quand il s'agit d'habiter au sens de résider. Cependant, il existe différentes manières d'être habitant du littoral (chapitre 2). Habiter une île ou une ville de fond d'estuaire renvoie à des modes d'habiter qui peuvent être radicalement différents. De même, vivre de l'exploitation d'une ressource littorale ou exercer pour une durée déterminée une fonction administrative sur un territoire côtier n'ont pas la même signification. Quoi qu'il en soit, tous ces habitants habitent ensemble le littoral, ce qui amène à interroger les modes de gouvernance et les jeux d'acteurs (chapitre 3). Apparaissent alors des postures, des tentatives de convergence mais aussi des divergences de vue sur la manière de gérer, sur les options à privilégier pour le futur, etc., ce qui peut conduire à des rapports de force. Sur un sujet aussi complexe et fondamental que le foncier, par exemple, les positions d'acteurs ne traduisent bien souvent pas les principes pourtant promus par la GIZC. La conduite des affaires publiques demeure ainsi plus que jamais suspendue à une culture inégalement partagée de l'intérêt général et de la co-construction des projets de territoire. L'urgence climatique et plus généralement la question des risques, cependant, pourraient être un moteur de changement des pratiques. Car c'est ensemble qu'il est possible de faire face aux aléas naturels et aux risques. Qu'il s'agisse des tsunamis, de l'érosion côtière ou des tempêtes voire de l'apparition de maladies vectorielles dans le cadre du changement global, le littoral demeure en effet un milieu à risques (chapitre 4). La gestion de l'existant et l'anticipation des changements à venir s'imposent alors comme des sujets de première importance pour les territoires littoraux. L'ultime chapitre aborde ainsi la possible contribution de la recherche scientifique pour un meilleur habiter (chapitre 5). Anticiper l'urbanisation, réfléchir à la capacité d'accueil des territoires, réfléchir à la qualité de vie, mieux saisir les usages récréatifs des espaces marins côtiers, ou encore aider à une meilleure prise en compte des populations locales dans la conception des projets locaux sont quelques-uns des apports de la recherche. Il s'agit alors de pouvoir définir de façon concertée des outils inédits, des méthodologies nouvelles voire des concepts nouveaux pour réviser la conception et/ou assister les politiques de gestion. Identifier avec minutie les pratiques des espaces, les liens qui en découlent et les représentations sous-jacentes des lieux

de vie, constitue également une approche précieuse, expérimentée sur des terrains culturels divers, proches ou lointains.

Aucun de ces chapitres ne prétend à l'exhaustivité, mais chacun apporte sa part à la compréhension des enjeux environnementaux auxquels les sociétés sont confrontées sur les littoraux. S'ils sont présentés par chapitre, les textes se font souvent écho de sorte que le lecteur trouvera avantage à étudier cet ouvrage selon le schéma proposé ou de manière plus personnelle selon son intérêt.

Bibliographie

- ANDREU-BOUSSUT V., 2008, *La nature et la balnéaire. Le littoral de l'Aude*, Paris, L'Harmattan, 356 p.
- BARRAQUÉ B., VERNAZZA-LICHT N., BLEY D., BOËTSCH G., FOZZATI L., RABINO-MASSA E., 1998, *L'homme et la lagune. De l'espace naturel à l'espace anthropisé*, Marseille, Société d'écologie humaine/éditions de Bergier, 321 p.
- BARON-YELLÈS N., 2006, De la fréquentation touristique de masse aux flux résidentiels : le cas de l'Algarve (Portugal), *Flux*, [en ligne], n° 65, p. 63-74, <www.cairn.info/revue-flux-2006-3-page-63.htm>.
- BERQUE A., 1990, *Médiancée. De milieux en paysages*, Paris, Belin, 159 p.
- BIGNOUMBA G.-S., 2010, Les pêches maritimes en Afrique centrale : les préalables à une exploitation durable des ressources, *Norois*, 216, p. 47-56.
- BOUYER C. (dir.), 2004, *Construire ensemble un développement équilibré du littoral*, Paris, DATAR/La Documentation française, 156 p.
- BUHOT C., GÉRARD Y., BRULAY F., CHOBLET C. (dir.), 2009, *Tensions foncières sur le littoral*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 172 p.
- BRUNET R., 2001, *Le déchiffrement du monde. Théorie et pratique de la géographie*, Paris, Belin, 402 p.
- CADORET A., 2011, Analyse des processus conflictuels. Le cas du littoral du Languedoc-Roussillon, *L'Espace Géographique*, 3, p. 231-244.
- CESARACCIO M., THOMAS Y.-F., DIAW A.-T., OUEGNIMAOUA L., 2004, Impact des activités humaines sur la dynamique littorale : prélèvements de sables sur le site de Pointe Sarène, Sénégal, *Géomorphologie : relief, processus, environnement*, 10, n° 1. p. 55-63.
- CHAUVEAU É., CHADENAS C., COMENTALE B., POTTIER P., BLANLOEIL A., FEUILLET T., MERCIER D., POURINET L., ROLLO N., TILLIER I., TROUILLET B., 2001, Xynthia : leçons d'une catastrophe, *Cybergeog : European Journal of Geography*, [en ligne], article 538, <<http://cybergeog.revues.org/23763>>.
- CLAEYS C., 2014, Créer un parc national des Calanques : préserver, partager ou confisquer un patrimoine socio-naturel ?, *Annales de géographie*, 4, n° 698, p. 995-1015.
- CLARY D., 1986, L'évolution des politiques du littoral dans l'aménagement régional de la France de l'ouest, *Norois*, n° 132, p. 479-486.
- COUX G., 1987, Le sentier du littoral à la pointe de la Bretagne, *Norois*, n° 133, vol. 1, p. 119-128
- DARDEL É., 1952, *L'Homme et la Terre. Nature de la réalité géographique*, Paris, Presses universitaires de France, 133 p. Réédition 1990, CTHS, 200 p.
- DAVIET S., ROBERT S., 2012, Faut-il bannir l'industrie des territoires méditerranéens ? Analyser la place de l'industrie dans la durabilité des territoires, In MÉSINI B. (dir.), *Aménagement et développement durable des territoires méditerranéens*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, p. 93-110.

- DEBOUDT P., DAUVIN J.-C., LOZACHMEUR O., 2008, Recent developments in coastal zone management in France : The transition towards integrated coastal zone management (1973-2007), *Ocean & Coastal Management*, 51, 3, p. 212-228.
- DEBOUDT P. (dir.), 2010, *Inégalités écologiques, territoires littoraux et développement durable*, Villeneuve d'Asq, Presses universitaires du Septentrion, 409 p.
- DELDRÈVE V., DEBOUDT P. (coord.), 2012, *Le Parc national des calanques. Construction territoriale, concertation et usages*, Paris, Quae, 231 p.
- DELDRÈVE V., CANDAU J., 2014, Produire des inégalités environnementales justes ?, *Sociologie*, 2014/3, vol. 5, p. 255-269.
- DUHAMEL P., VIOLIER P., 2009, *Tourisme et littoral, un enjeu du monde*, Paris, Belin, 192 p.
- DUVAT V., MAGNAN A., 2012, *Ces îles qui pourraient disparaître*, Paris, Le Pommier, 191 p.
- EEA, 2006, *The changing faces of Europe's coastal areas*, Copenhagen, European Environment Agency, EEA Report n° 6, 107 p.
- FAGET D., STERNBERG M. (dir.), 2015, *Pêches méditerranéennes. Origines et mutations. Protohistoire-xxi^e siècle*, Paris/Aix-en-Provence, Karthala/Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, 243 p.
- FURT J.-M., TAFANI C. (dir.), 2014, *Tourisme et insularité. La littoralité en question(s)*, Paris, Karthala, 285 p.
- GÓMEZ R., PICARZO L. P. (dir.), 2006, *Destrucción a toda costa 2006. Informe sobre la situación del littoral español*, Madrid, Greenpeace España, 214 p.
- GUINEBERTEAU T., MEUR-FÉREC C., TROUILLET B., 2006, La gestion intégrée des zones côtières en France : mirage ou mutation stratégique fondamentale ?, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, [en ligne], <<http://vertigo.revues.org/2569>>.
- INDJIELEY M., 2015, Exploitation de ressources naturelles et risques environnementaux à la périphérie de Libreville, *Les Cahiers d'Outre-Mer* [en ligne], 261, <<http://com.revues.org/6772>>.
- KALAORA B., 2010, *Rivages en devenir. Des horizons pour le Conservatoire du littoral*, Paris, La Documentation française, 279 p.
- LAVAUD-LETILLEUL V., 2012, L'aménagement portuaire en débat. Points de vue d'acteurs sur les grands projets d'équipement portuaire du littoral français, *Noroi*, [en ligne], 225, p. 11-28, <<http://noroi.revues.org/4320>>.
- LEBAHY Y., LE DÉLÉZIR R., 2006, *Le littoral agressé. Pour une politique volontariste de l'aménagement en Bretagne*, Rennes, éditions Apogée, 190 p.
- LE CORRE N., LE BERRE S., BRIGAND L., PEUZIAT I., 2012, Comment étudier et suivre la fréquentation dans les espaces littoraux, marins et insulaires ? De l'état de l'art à une vision prospective de la recherche, *EchoGéo*, [en ligne], 19, <<http://echogeo.revues.org/12749>>.
- LEFEBVRE C., 2011, La gestion intégrée côtière et marine : nouvelles perspectives, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, [en ligne], <<http://vertigo.revues.org/10985>>.
- LOUNGOU S., 2014, La destruction des villages de pêcheurs au sud de Libreville. Une opération entre impératif sécuritaire et spéculation foncière, *L'Espace Politique*, [en ligne], 22, <<http://espacepolitique.revues.org/2997>>.
- MAGNAN A., 2006, L'évacuation des populations aux Maldives après le tsunami du 26 décembre 2004, *Mappemonde*, [en ligne], n° 84, <<http://mappemonde.mgm.fr/num12/articles/art06403.html>>.
- MARET I., CADOUL T., 2008, Résilience et reconstruction durable: que nous apprend La Nouvelle-Orléans ?, *Annales de géographie*, [en ligne], n° 663, p. 104-124, <www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2008-5-page-104.htm>.

- MASSARD-GUILBAUD G., 2014, Historiens et géographes français et relation de l'homme au milieu : de Vidal de la Blache aux programmes interdisciplinaires de la fin du xx^e siècle, In CHENORKIAN R., ROBERT S. (dir.), *Les interactions hommes-milieux. Questions et pratiques de la recherche en environnement*, Paris, Quae, p. 77-96.
- MATHIEU N., 2012, Le concept d'habiter. à l'origine d'un concept, In MOREL-BROCHET A. et ORTAR N. (dir.), *La fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux et milieux de vie*, Paris, L'Harmattan, p. 35-53.
- MAUSS M., 1997 (1950), *Sociologie et Anthropologie*, Paris, PUF/Quadrige, 482p.
- MELIN H., 2015, La pratique des sentiers périurbains de Balagne (Corse) par les habitants : marcher pour réinventer sa vi(II)e, *Environnement Urbain / Urban Environment*, [en ligne], vol. 9. <<http://eue.revues.org/565>>.
- MELOT R., PAOLI J.-C., 2012, Espaces protégés, espaces sanctuarisés ? Conflits autour de la Loi littoral en Corse, *Économie rurale*, [en ligne], 332, p. 60-73, <<http://economierurale.revues.org/3661>>.
- MERCIER D. (dir.), 2012, Xynthia. Regards de la géographie, du droit et de l'histoire, *Noroi*, n°222, 114 p.
- MEUR-FÉREC C., MOREL V., 2004, L'érosion sur la frange côtière : un exemple de gestion des risques, *Natures Sciences Sociétés*, [en ligne], 3/2004, 12, p. 263-273. <www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2004-3-page-263.htm>.
- MEUR-FÉREC C., 2007, Entre surfréquentation et sanctuarisation des espaces littoraux de nature, *L'Espace géographique*, 1, 36, p. 41-50.
- MEUR-FÉREC C., 2009, La GIZC à l'épreuve du terrain : premiers enseignements d'une expérience française, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [en ligne], Hors-série 5. <<http://vertigo.revues.org/8331>>.
- MOREL-BROCHET A., ORTAR N. (dir.), 2012, *La fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux et milieux de vie*, Paris, L'Harmattan, 313 p.
- MOREL-BROCHET A., 2007, À la recherche des spécificités du mode d'habiter périurbain dans les représentations et les sensibilités habitantes, *Noroi*, [en ligne], 205, <<http://noroi.revues.org/1237>>.
- MORHANGE C., MARRINER N., SABATIER F., VELLA C. (dir.), 2007, Risques littoraux en Méditerranée, *Méditerranée*, 108, 148 p.
- NAKHLI S., 2010, Pressions environnementales et nouvelles stratégies de gestion sur le littoral marocain, *Méditerranée*, [en ligne], 115, p. 33-42, <<http://mediterranee.revues.org/4996>>.
- NICOLAS L., 2008, *Beauduc, l'utopie des gratte-plage. Ethnographie d'une communauté de cabaniers sur l'espace littoral camarguais*, Marseille, Images en manœuvre éditions, 441 p.
- NOIN D., 1999, La population des littoraux du monde, *L'Information géographique*, 2, p. 65-73.
- OZER P., DE LONGUEVILLE F., 2005, Tsunami en Asie du Sud-Est : retour sur la gestion d'un cataclysme naturel apocalyptique, *Cybergeo : European Journal of Geography*, [en ligne], document 321, <<http://cybergeo.revues.org/3081>>.
- PAVÉ M., CHARLES-DOMINIQUE E., 1999, Science et politique des pêches en Afrique occidentale française (1900-1950) : quelles limites de quelle ressource ?, *Natures Sciences Sociétés*, vol. 7, n°2, p. 5-18.
- PÉRON F., RIEUCAU J. (dir.), 1996, *La maritimité aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 336 p.
- PERRIN C. (dir.), 2013, *Un littoral sans nature ? L'avenir de la Méditerranée face à l'urbanisation*, Rome, école Française de Rome, n° 481, 349 p.
- PINCHEMEL P., PINCHEMEL G., 1988, *La face de la Terre*, Paris, Armand Colin, réédition 1997, 517 p.
- PIQUARD M., 1973, *Le littoral français. Perspectives pour l'aménagement*, Paris, La Documentation française, 266 p.

- PRIEUR M., 2011, Le Protocole de Madrid à la Convention de Barcelone relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, [en ligne], <<http://vertigo.revues.org/10933>>.
- RECLUS É., 1866, Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes, *Revue des Deux Mondes*, 63, p. 352-381.
- ROUÉ M., 2014, La théorie anthropologique au secours de la complexité. Comment penser et étudier les relations sociétés-nature, In CHENORKIAN R. et ROBERT S.(dir.), *Les interactions hommes-milieus. Questions et pratiques de la recherche en environnement*, Paris, Quae, p. 131-146.
- SORRE M., 1943, *Les fondements de la géographie humaine. Tome 1: Les fondements biologiques, essai d'une écologie de l'homme*, Paris, Armand Colin, 440 p.
- SORRE M., 1948, *Les fondements de la géographie humaine. Tome 2: Les fondements techniques. Première partie: Les techniques de la vie sociale; les techniques et la géographie de l'énergie; la conquête de l'espace*, Paris, Armand Colin, 608 p.
- SORRE M., 1950, *Les fondements de la géographie humaine. Tome 2: Les fondements techniques. Deuxième partie: Les techniques de production et de transformation des matières premières*, Paris, Armand Colin, 417 p.
- SORRE M. 1952, *Les fondements de la géographie humaine. Tome 3: L'habitat. Conclusion générale*, Paris, Armand Colin, 499 p.
- STOCK M., 2006, Pratiques des lieux, modes d'habiter, régimes d'habiter : pour une analyse triadique des dimensions spatiales des sociétés humaines, *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, 115-118, p. 213-230.
- SÜDAŞ I., MUTLUER M., 2006, Immigration européenne de retraités vers la « Riviera turque » : le cas d'Alanya (côte méditerranéenne), *Revue européenne des migrations internationales*, [en ligne], vol. 22, n°3, <<http://remi.revues.org/3381>>.
- TABAR-NOUVAL M.-C., 2010, Développement urbain durable des villes côtières, risques et gestion intégrée des zones côtières, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, [en ligne], <<http://vertigo.revues.org/10244>>.
- TORRES ALFOSEA F. J., 2013, Conflits liés à l'occupation du domaine public sur le littoral espagnol, In PERRIN C. (dir.), *Un littoral sans nature ? L'avenir de la Méditerranée face à l'urbanisation*, Rome, école Française de Rome, n°481, p. 127-135.
- VALLEGA A., 1999, *Fundamentals of Integrated Coastal Management*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 264 p.
- VIDAL DE LA BLACHE P., 1913, Des caractères distinctifs de la géographie, *Annales de géographie*, 22, n° 124, p. 289-299.

